

Entretien

Travailler les questions de genre et de sexualités en réseau : les Éclaireuses et éclaireurs de France (EEDF)

Margaux Aillères, Maud Réveillé

DANS **CAHIERS DE L'ACTION** 2024/1 (N° 62), PAGES 70 À 76

ÉDITIONS **INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE**

ISSN 1772-2101

DOI 10.3917/cact.062.0070

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-cahiers-de-l-action-2024-1-page-70.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Partie 3

Consolider de nouvelles pratiques au sein des mouvements

Travailler les questions de genre et de sexualités en réseau : les Éclaireuses et éclaireurs de France (EEDF)

MARGAUX AILLÈRES, MAUD RÉVEILLÉ

Bénévoles du groupe de travail « Genre et sexualités » des EEDF

Comment les questions de genre et de sexualité ont-elles émergé puis trouvé leur place au sein de l'association EEDF presque entièrement animée par des bénévoles, au risque de contredire le postulat universaliste du mouvement ? Riches de leur propre expérience d'animatrices, Margaux Aillières et Maud Réveillé reconstituent le parcours de la formation sur cette thématique qu'elles ont essaimée au niveau régional puis portée au niveau national, en s'appuyant sur des outils concrets et des supports pédagogiques officiels de l'association.



“ Agir auprès des ‘respons’ (c’est-à-dire les jeunes adultes bénévoles) ”

MARGAUX AILLÈRES : Les Cahiers de l’action nous ont proposé de parler des pratiques du groupe « Genre et sexualités » des EEDF sous l’angle du travail en réseau : effectivement, à la différence des autres personnes sollicitées pour ce numéro, notre action est tournée essentiellement vers les bénévoles chargés de l’animation locale aux EEDF, et non vers les enfants et les jeunes directement. Est-ce que ça te parle comme angle de réflexion ?

MAUD RÉVEILLÉ : Jusqu’à aujourd’hui, on n’utilisait pas ce terme de « réseau » pour parler de ce que l’on fait mais, effectivement, notre action a commencé quand on a voulu aller au-delà de nos pratiques individuelles autour de l’égalité des genres ou de la lutte contre l’homophobie, dans nos camps ou nos stages, en essayant de faire exister ce sujet plus largement dans l’association. À l’échelle nationale, dans un mouvement qui compte plus de 15 000 personnes, on s’est tout de suite attaché-es à agir auprès des « respons’ » (c’est-à-dire les jeunes adultes bénévoles), parce que penser une action directement avec les jeunes c’était impossible avec 160 groupes locaux répartis sur le territoire !

MARGAUX AILLÈRES : Je pense aussi que notre stratégie était en phase avec le fait que nous-mêmes étions

respons’ bénévoles. Le cœur de l’association, à nos yeux, c’était « nous », les jeunes adultes, qui faisons vivre le mouvement. Sans nous, les « Éclés » ça n’existe pas. Quelque part, les EEDF, comme les autres associations scoutistes, font partie des rares associations dans le domaine de la jeunesse qui sont encore animées presque entièrement par des bénévoles. Les salarié-es ont des fonctions d’appui, mais ils et elles sont peu nombreux-ses par rapport aux bénévoles, et ce ne sont pas elles-eux qui font les activités ni les cadres associatifs élu-es par exemple (même s’il y a des personnes qui sont respons’ et élu-es). Donc se dire qu’on allait travailler avec, en quelque sorte, les « forces vives » de l’association, c’était cohérent avec notre volonté d’agir concrètement sur les pratiques aux Éclés.

MAUD RÉVEILLÉ : Après, si on est honnêtes, vouloir travailler avec les respons’ directement était aussi une manière de contourner le fait qu’en 2015 notre projet de monter un groupe de travail sur la thématique « Genre et sexualités » avait été accueilli plutôt fraîchement par les salarié-es et les élu-es ! Quand on est venu dire, au moment des 50 ans de la fusion des Éclaireuses et éclaireurs, que la mixité dont on se félicitait ne suffisait pas et qu’il y avait besoin d’un travail éducatif spécifique sur l’égalité des genres, c’est entré en contradiction avec l’approche universaliste de l’égalité qui prédominait à ce moment-là, et avec l’idée qu’on faisait déjà mieux en la matière que le reste de la société. S’adresser aux jeunes adultes, c’était aussi une manière d’avoir les coudées franches, sachant qu’en plus, les respons’, dans

l'association, fonctionnent souvent avec beaucoup de liberté localement, en prêtant parfois une oreille disons « distraite » aux consignes nationales. Passer par « le national », au début, ça n'aurait pas été efficace pour cette raison non plus.

“Passer par ‘le national’, au début, ça n’aurait pas été efficace”

MARGAUX AILLÈRES : En tout cas, c'est ce qu'on s'est dit ! Plus ou moins explicitement d'ailleurs, mais, aujourd'hui, quand on regarde en arrière, *a priori* c'est une stratégie qui a bien fonctionné.

MAUD RÉVEILLÉ : À l'origine, notre priorité était d'outiller les gens qui en avaient envie, qui étaient déjà intéressés par le sujet. On ne voulait pas perdre de l'énergie à convaincre les réticent·es. On voulait se concentrer sur l'idée de fournir des outils concrets à la masse de gens d'accord sur le principe, mais qui ne savaient pas comment traduire ça concrètement sur leurs camps ni faire le lien entre la théorie et leurs pratiques. Cela demandait déjà plusieurs années de travail pour faire le tour de tout le monde ! D'où le fait que, les premières années, on a fait de la formation, de la formation et encore de la formation, et le plus proche possible des groupes locaux : notamment durant les week-ends « tremplins » de formation régionale.

MARGAUX AILLÈRES : Là aussi notre tactique a été d'investir les espaces de formation généralistes et d'y glisser une séquence de 1h30 où les gens venaient volontairement, ou pas... On ne voulait pas monter une formation dédiée au siège national. D'ailleurs, en six ans, on a essayé d'en faire une, comme ça, pour voir, et seulement quatre personnes sont venues ! Alors que localement, on a toujours eu plein de monde. Ces débuts, un peu en mode « tour de France », aller là où les équipes régionales étaient d'accord pour nous accueillir, ça a été vraiment le cœur du concept du groupe Genre et sexualités. C'est ce qui a fait aussi qu'on a pu monter en compétences dans ce qu'on faisait, qu'on a recueilli plein de matériaux sur les situations et problèmes réels que les respons· rencontraient, et qu'on a pu affiner ce qu'on faisait au fur et à mesure. Dans ces années-là, on était le seul groupe « national » à se déplacer de région en région. D'ailleurs, on n'avait pas de budget alloué à l'époque, on faisait du stop et du covoiturage et on dormait chez les copains-copines !

MAUD RÉVEILLÉ : C'était notre époque « pirate » ! Finalement, on est parti·es du principe que ce seraient les gens convaincu·es et outillé·es qui allaient propager l'importance du sujet, et que c'est comme ça qu'on dépasserait les réticences. Ce pari de l'essaimage a globalement marché. Le revers de cette approche, c'est que nous avons mis plusieurs années avant d'aller dans certaines régions, parce qu'on n'y était pas les bienvenu·es, ou simplement qu'on n'avait pas de relais pour nous y inviter. Ce sont quand même des

régions où il s'est passé des choses sur ces thématiques, notamment parce que des personnes se sont saisies des livrets pédagogiques qu'on a produits, mais, sur le plan associatif, ça me paraît être une vraie limite de la démarche.

MARGAUX AILLÈRES : Ce qui nous a aidées également, c'est que, sur le fond, ça répondait à un vrai besoin. En formation, on partait souvent des situations problématiques, des questions que les respos' se posaient à l'issue de leurs activités : « Qu'est-ce qu'on peut faire quand "pédé" est utilisé comme une sorte de marque de ponctuation par les jeunes ? » ; « Comment est-ce qu'on organise le couchage quand il y a une jeune trans dans un groupe et qu'on a appris en formation que le couchage non mixte est interdit ? » ; « Que faire quand il n'y a pas d'animatrice sur les 11-15 ans, alors que des jeunes vont avoir leurs premières règles ? » ; « Comment gérer le fait que les garçons de 8-11 ans affirment que "les filles, c'est nul", ou que c'est toujours compliqué que les garçons fassent la vaisselle quand c'est leur tour ? ».

“ Dis, c'est quoi un viol ? ”

MAUD RÉVEILLÉ : Effectivement, même sans solution miracle, le fait de partir de ces réalités pour se partager collectivement le cadre Éclé, la manière de le faire vivre, mais aussi la manière d'accepter en équipe qu'une démarche éducative, ça prend forcément du temps, ça rencontrait beaucoup d'échos. Là où

c'était flagrant, c'est sur la sexualité : vers 2018, on a commencé à proposer des temps de formation spécifiquement sur la manière d'accueillir et de se positionner face à des paroles d'enfants et de jeunes. À ce moment-là, on a montré que la vie affective et sexuelle était, dans les activités, une des zones de difficultés majeures de beaucoup de respos', et que ça n'était pas ou trop peu abordé en formation généraliste. Ce qui n'est pas valable que pour les EEDF d'ailleurs : on avait fait des recherches sur le groupe Facebook « Réseaux Animation » qui compte 60 000 membres, et c'était l'un de leurs principaux sujets d'échanges. Même les cadres de l'association qui jouaient le jeu de participer aux formations ont souvent réalisé qu'ils et elles n'étaient pas non plus très outillés. On s'en rend compte quand on se met en situation de réagir face à des questions tirées de situations vécues, quand une enfant de 7 ans demande : « Dis, c'est quoi un viol ? » Ou qu'un jeune de 13 ans vous interpelle : « C'est comment de faire l'amour ? Tu aimes ça, toi ? » Donner des outils concrets sur la sexualité, affermir les postures, apprendre à s'écarter de la tentation de répondre « techniquement » à la question en prenant le risque de dire trop souvent des bêtises ou des choses basées uniquement sur nos représentations personnelles... ça a été un levier important pour légitimer notre action car l'attente était très forte, quoique non identifiée avant.

MARGAUX AILLÈRES : Je pense que ce qui a aussi fait que notre approche a fonctionné, c'est que nous avons veillé à rester en accord avec l'un des piliers de notre méthode éducative, qui est de faire confiance aux gens et de leur

laisser de l'autonomie. Notamment faire confiance aux jeunes adultes respons', non professionnel·les, pour faire vivre le projet de l'association sur le terrain chaque mois. On a toujours essayé de ne pas se positionner en spécialistes, de veiller à ne pas tomber dans des approches morales ou de « pureté féministe », mais au contraire d'inscrire ça de manière transversale et dans les situations réelles que les gens rencontraient. Et ce n'est pas si simple ! Par exemple, le fait qu'on refuse systématiquement d'animer seul·e des temps avec les enfants mais qu'on essaie de toujours le faire avec les respons' du groupe dans lequel on intervient, ce n'est pas toujours simple à tenir ! Les respons' ont tendance à dire « on ne sait pas faire », alors qu'animer avec les jeunes, c'est précisément ce qu'ils et elles font ! Pour nous, il a toujours été important que les gens captent que le sujet du genre et des sexualités a un lien avec leur pratique à EEDF et qu'ils et elles doivent s'en saisir. Même si elles et ils ne font pas exactement ce qu'on veut mais à leur manière, c'est le cœur du travail du groupe national.

“ Les questions de genre et de sexualités sont très propices aux ‘paniques morales’ ”

MAUD RÉVEILLÉ : L'autre obstacle au début, c'est que, quand même, les questions de genre et de sexualités sont très propices aux « paniques morales »

dès que cela concerne les jeunes. Il est souvent arrivé que les respons' d'un groupe ne sachent pas trop s'ils et elles « avaient le droit » de se saisir d'un sujet concernant les thématiques « Genre et sexualités », voire parfois, quand les respons' s'en saisissaient, ils et elles pouvaient se faire un peu rabrouer par les cadres plus ancien·nes de l'asso. La sexualité notamment est un sujet qui travaille le mouvement quasiment depuis son origine. Depuis des décennies, dans des groupes locaux d'activités, il y a l'habitude, presque érigée en tradition, de faire des veillées sur la sexualité, bidouillées par des respons' en mode « boîte à questions » ou à travers des discussions informelles. Par contre, se dire que les questions de genre et sexualités sont un axe de la politique associative, qu'on peut se former sur le sujet, et même l'annoncer dans un projet pédagogique de camp, c'est autre chose.

MARGAUX AILLÈRES : Oui... c'est là que notre existence servait aussi à dire « regardez, c'est officiel, on peut en parler aux Éclés ». Notre existence et la communication qui a été faite autour avaient un rôle de plaidoyer interne. Les documents-cadres que nous avons commencé à produire à partir de 2018 ont aussi joué ce rôle-là en partie. Ce sont des outils de formation concrets, mais aussi des supports pédagogiques officiels de l'association, avec le logo des EEDF dessus ! Le but, c'est aussi de dire : en fait, les questions de genre et de sexualités sont des sujets légitimes aux Éclés. C'est une manière d'« autoriser » les gens à faire des choses officiellement sur ces sujets. Et encore, comme on le disait, aux Éclés, il y a une forme de

culture un peu autogestionnaire locale qui fait qu'il n'y a pas toujours besoin d'autorisation. Mais, sur ce sujet, les réactions peuvent être fortes, et dans les accueils collectifs de mineurs (ACM) de collectivités ou bien dans des associations frileuses politiquement, il doit être dur pour les équipes motivées de passer outre ce barrage officieux.

MAUD RÉVEILLÉ : Un autre facteur central selon moi, qui a permis que notre travail en réseau prenne et perdure, c'est notre capital associatif. C'est d'ailleurs, je pense, aussi une limite pour reproduire cette expérience! Par capital associatif, j'entends que nous, même si, en plus de notre travail national Genre et sexualités, on continuait à être respons' bénévoles dans notre groupe local ou à être formateur-trice-s BAFA, on avait aussi d'autres engagements à l'échelon régional ou national, donc on savait comment marchait l'association sur ces deux aspects concrets et institutionnels. On savait comment et où mobiliser nos différents savoirs et réseaux pour glisser à la fois un module de quatre heures sur « la sexualité dans notre pratique de stage » dans la formation de formateur-trices Sud-Ouest, présenter Mixicamp devant l'assemblée générale ou faire en sorte que l'apéro-respons' mensuel à Lyon soit thématiqué sur le consentement.

**“Depuis un an,
notre énergie est
phagocytée par
la gestion des violences
sexistes et sexuelles”**

Livrets diffusés par les Éclaireuses et éclaireurs de France



Livret trans [\[en ligne\]](#).



Livret mixicamp [\[en ligne\]](#).

MARGAUX AILLÈRES : Tu as remarqué que depuis le début on parle au passé? Comme si c'était un temps finalement révolu? Cela dit, c'est aussi la réalité : depuis un an, nous sommes moins nombreux-ses dans le groupe Genre et sexualités, et notre énergie est phagocytée par la gestion des violences sexistes et sexuelles (VSS). Ce qui n'était pas un objet spécifique de travail à l'origine mais qui l'est devenu au fil du temps. Simplement parce que lors de nos formations et animations on se retrouvait plus de 50 % du temps à accueillir la parole de personnes qui avaient vécu des VSS dans leur famille ou dans l'association. Il a fallu structurer une politique et une organisation associative sur le sujet. Même si les principes politiques que l'association a adoptés en 2022 sur le sujet sont, je pense, assez audacieux et originaux dans leur approche, la réalité c'est aussi que maintenant on se retrouve très aux prises avec des aspects disciplinaires, et le caractère formel et rigide des procédures ne nous permet pas toujours de suivre un de nos principes les plus précieux, qui est de faire confiance aux personnes localement pour gérer plutôt que de faire à leur place.

MAUD RÉVEILLÉ : Oui, je crois que, huit ans après, nous sommes à une période de bascule. Nous, les anciennes du groupe Genre et sexualités, notre énergie est tournée vers la gestion des VSS, et on voit apparaître depuis un an des personnes qui ont envie d'être référentes en région de ces sujets plutôt sur l'approche éducative. Avant, ces personnes-là auraient rejoint le groupe national et agi depuis leurs régions : c'était comme ça qu'on recrutait et qu'on se renouvelait. Là, on a changé d'approche et mis en place une sorte de réunion de coordination tous les deux mois des personnes référentes en région. Ça correspond aussi au fait qu'au final relativement peu de personnes ont envie de s'impliquer « au niveau national » : ce qui fait sens, c'est principalement l'engagement local ou régional, et le coût d'entrée pour avoir ses repères à l'échelon national est élevé.

MARGAUX AILLÈRES : Finalement c'est maintenant qu'on formalise vraiment cette idée de réseau. Nous, dans le groupe national, on a beaucoup moins le temps de faire les temps de formation partout en France parce qu'on s'occupe de la gestion des VSS, mais le relais est pris sous une autre forme par des personnes en région. Ça fait un pincement au cœur, mais c'est finalement une mutation qui a du sens.